



COMMUNIQUÉ
ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS
16 août 2010

Le Chef national de l'APN appuie la demande d'une enquête publique dans l'affaire Pickton

OTTAWA, le 16 août /CNW Telbec/ - Le Chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Shawn A-in-chut Atleo, et le Comité exécutif de l'APN demandent au gouvernement de la Colombie-Britannique de tenir une enquête publique sur le traitement de l'affaire Robert Pickton afin d'obtenir justice pour les vingt femmes qui ont perdu la vie.

"Beaucoup de ces victimes étaient des femmes des Premières Nations et des Autochtones, et une enquête publique complète et approfondie faisant appel à la participation du peuple autochtone constitue le seul moyen de satisfaire ce besoin de respect et de justice et de mieux comprendre comment nous pourrions prévenir de telles tragédies dans l'avenir", a indiqué le Chef national. "Certains disent que le coût d'une enquête est trop élevé. À cela, nous répondons qu'une vie humaine n'a pas de prix. Une enquête pourrait être une source d'apaisement et favoriser la prévention, bienfaits qui l'emportent sur n'importe quel autre coût. Nous sommes convaincus que le premier ministre Campbell et ses ministres respecteront les engagements pris par ce gouvernement en ce qui a trait à l'ouverture, la transparence et la collaboration en organisant une enquête publique sur les meurtres commis par Robert Pickton."

L'Assemblée des Premières Nations a fait de la question des femmes portées disparues et assassinées une priorité nationale. L'APN soutient la campagne "Sœurs par l'esprit" de l'Association des femmes autochtones du Canada et elle a adopté de nombreuses résolutions appuyant divers projets dans ce dossier qu'elle a porté à l'attention des premiers ministres et des dirigeants territoriaux par l'intermédiaire du Conseil de la Fédération.

"Il y a plus de 520 cas non résolus de femmes autochtones disparues ou assassinées au Canada, et il ne fait aucun doute que nous avons besoin d'un plan d'action national à ce chapitre", a déclaré le Chef national. "Nous avons demandé plusieurs fois au Canada de collaborer avec nous pour tenter de résoudre ce problème pressant. Les membres des Premières Nations ont un point de vue unique et important sur les réformes du système judiciaire et les réformes stratégiques qui sont nécessaires, et ils doivent jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de ces changements. Les femmes des Premières Nations sont un maillon important du dynamisme de nos nations. Nous ne devons négliger aucun effort pour les protéger, les respecter et les appuyer. Une enquête publique sur la façon dont l'enquête Pickton a été menée constituerait un élément important de ce processus et le signal d'un engagement à œuvrer de concert pour le respect et la protection des Premières Nations et des femmes autochtones."

L'Assemblée des Premières Nations est l'organisme national qui représente les citoyens des Premières Nations au Canada.